

France: Services de gardiennage

B25-02721-MHM - Prestations de gardiennage de chantiers sur le centre CEA/DIF de Bruyères-le-Châtel (Essonne)

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

1 Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel: COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - DIF

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Enseignement

2 Procédure

2.1 Procédure

Titre: B25-02721-MHM - Prestations de gardiennage de chantiers sur le centre CEA/DIF de Bruyères-le-Châtel (Essonne)

Description: Les Prestations, objet de l'accord-cadre portent sur des missions de gardiennage de chantiers sur le site du CEA/DIF de Bruyères-le-Châtel (91). Ces prestations consistent à réaliser des missions de gardiennage à la demande du CEA en fonction des besoins identifiés. Elles concernent : - le contrôle des accès à un chantier ou dans le cadre d'une opération spécifique, - le relevé des entrées/sorties du personnel autorisé via un registre à renseigner, - la réalisation de rondes de surveillance, - l'application de consignes de sécurité, - l'application de procédures écrites en cas d'évènements particuliers (appel de numéro d'urgence, mise en sécurité de matériel...), - l'accompagnement dans le rôle complémentaire lié à la sécurité du travail (secourisme, contrôle du port de l'équipement de protection individuelle...), - l'accompagnement des entreprises/chauffeurs-livreurs depuis l'entrée du site jusqu'au chantier, - l'accompagnement sur le chantier, - la vérification de l'absence de personnel sur le chantier en fin de journée. Les chantiers concernés par les prestations sont des chantiers BGC (bâtiment et génie civil) et autres chantiers. La volumétrie annuelle du besoin de gardiennage de chantiers est estimée à 7 par an sur des durées variables. L'accord-cadre est prévu pour une durée ferme de 15 mois (période ferme). Il pourra être renouvelé pour une période optionnelle de 26 mois au maximum. Il ne pourra excéder 41 mois. La période optionnelle sera exécutée à la seule décision du CEA et pourra être notifiée partiellement et plusieurs fois, sans jamais dépasser les 26 mois.

Identifiant de la procédure: 072bb557-cd47-4c46-8d32-abc6e56e8d5b

Identifiant interne: B25-02721-MHM - Prestations de gardiennage de chantiers sur le centre CEA/DIF de Bruyères-le-Châtel (Essonne)

Type de procédure: Restreinte

La procédure est accélérée: non

2.1.1 Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79713000 Services de gardiennage

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale: CEA/DAM Ile de France Domaine du Grand Rué - Bruyères le Châtel

Ville: ARPAJON CEDEX

Code postal: 91297

Subdivision pays (NUTS): Essonne (FR104)

Pays: France

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le Code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense et de sécurité. Toutefois, s'agissant d'un appel d'offres restreint, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. En effet, seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre technique et financière. 1) CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 1.1) Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation sont mis à la disposition des seuls candidats admis à soumissionner. 1.2) Documents DR : des documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière "Diffusion Restreinte" visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase OFFRES) sous format électronique via la plateforme PLACE ou via un support amovible (clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature, le document "ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'INFORMATION DE DIFFUSION RESTREINTE - DECLINAISON EN REGLES DE SECURITE INFORMATIQUE" dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 09.08.2021. 1.3) Le présent avis, le règlement de la consultation et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR sont à retirer sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. 2) REMISE DES CANDIDATURES : la candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté. Les candidatures peuvent être remises soit par voie électronique, soit par courrier. 2.1) Formalisme pour la remise de la candidature par voie électronique : a) afin de répondre par voie électronique, les candidats doivent déposer leur candidature sur la plateforme de dématérialisation des marchés (<https://marches-publics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide"). b) le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. c) envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché, dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue; les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis. 2.2) Formalisme spécifique à la remise de candidature par courrier : la candidature sera établie en 2 exemplaires (1 original et une copie) et un support électronique sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure indique : CEA/DAM- ILE DE FRANCE - DSTG/SG/BACO - Bâtiment AD - à l'attention du BACO - B25-02721-MHM - NE PAS OUVRIR - Domaine du Grand Rué - BRUYERES-LE-CHATEL - 91297 ARPAJON Cedex. L'enveloppe intérieure comporte la mention B25-02721-MHM et la dénomination sociale du soumissionnaire. La remise de cette double enveloppe se fait : - par courrier recommandé, - par envoi coursier. Le pli doit être déposé à l'adresse indiquée ci-dessus (entre 9h00 et 16h00 à la réception du centre) dans le respect de la date et heure de remise des candidatures (telles que définies dans le présent avis). En cas de contradictions entre la version papier et la version électronique, la première prévaut dans sa version originale.

Base juridique:

Directive 2009/81/CE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Corruption: Les cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur sont prévus à l'article L2341-5 du code de la commande publique

5 Lot

5.1 Identifiant technique du lot: LOT-0001

Titre: B25-02721-MHM - Prestations de gardiennage de chantiers sur le centre CEA/DIF de Bruyères-le-Châtel (Essonne)

Description: Les prestations sont détaillées à l'article 2.1

5.1.1 Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79710000 Services de sécurité

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79710000 Services de sécurité

Options:

Description des options: Période optionnelle : - Prolongation des prestations pour une durée de 26 mois maximum.

La période optionnelle sera exécutée à la seule décision du CEA et pourra être notifiée partiellement et plusieurs fois, sans jamais dépasser les 26 mois.

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale: CEA/DAM Ile de France Domaine du Grand Rué - Bruyères le Châtel

Ville: ARPAJON CEDEX

Code postal: 91297

Subdivision pays (NUTS): Essonne (FR104)

Pays: France

Informations complémentaires:

5.1.3 Durée estimée

Durée: 41 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements: 0

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA: 800 000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre: 800 000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée: La participation n'est pas réservée.

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le Code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense et de sécurité.

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif social promu: Accessibilité pour tous

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description: Aptitude à exercer l'activité professionnelle : CAPACITE ADMINISTRATIVE : 1)Présentation des candidatures : Les entreprises doivent fournir à l'appui de leur candidature : - le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent, - le formulaire DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou équivalent. Les formulaires sont disponibles sur le site Intranet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://economie.gouv.fr/daj/formulaiures-declaration-du-candidat> - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente, - les attestations de régularité fiscales et sociales. Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espdl/filter?lang=fr>. En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut, d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire

doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit de cumuler les candidatures : - en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire, - en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre. - si le candidat est soumis à l'article L225-102-4 du code de commerce, une attestation précisant que le plan de vigilance de l'entreprise comportant les mesures prévues au même article L225-104-2 du même code a été établie et publiée pour l'année 2024, - si le candidat est soumis à l'article L229-25 du Code de l'environnement, une attestation précisant que le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) de son entreprise a été établie et publiée pour l'année 2024. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.. Le formulaire DC4 du CEA est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. La sous-traitance totale est interdite. Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis de marché et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables. Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description: Aptitude à exercer l'activité professionnelle : CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE :

Le candidat fournira à l'appui de sa candidature et les cas échéant, de chaque co-traitant : - un dossier de présentation de l'entreprise présentant : les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme, - pour information, un extrait K-bis ou équivalent, - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat, - le chiffre d'affaires global et le CA concernant les fournitures, services ou travaux, objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise, - les trois (3) derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi, - lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recours à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. - la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire. Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description: Aptitude à exercer l'activité professionnelle : CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE :

La sélection des candidats se fera sur les critères suivants : L'atteinte de ces critères sera démontrée par les dossiers listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter : - une plaquette de présentation de l'entreprise, - un dossier précis et détaillé des références (au cours des 3 dernières années) de l'entreprise et/ou de l'établissement susceptible d'intervenir, concernant des opérations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeu. Devront notamment être précisés : la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client, le montant et le destinataire public ou privé correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet. - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années, - l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de même nature que celle du marché, - la preuve d'une assurance en cours de validité pour les risques professionnels, - la présentation de l'effectif de la société et la présentation des compétences/qualifications/habilitations du personnel, - les moyens matériels de l'entreprise : une déclaration indiquant le matériel, l'équipement technique ainsi que les moyens logistiques dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature, en matière de service, - une description de l'équipement technique et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité des prestations, - les certificats de

qualifications professionnelles, a minima : certificat CEFRI ou équivalent, autre habilitation. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produite par les candidats si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés. NOTA ; tout dossier incomplet ne pourra être retenu. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère:

Nom: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11 Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Protection des informations particulièrement sensibles

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de la procédure:

Une habilitation de sécurité est requise

Description: Ce marché est un marché « Très Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Ce marché ne donne pas accès à des informations et/ou supports classifiés (ISC) intéressant la défense nationale. Les candidats doivent impérativement fournir les documents relatifs à l'habilitation indiqués dans le présent avis de marché. En conséquence, le dossier de candidature doit contenir sous enveloppe séparée (dans un conteneur chiffré nommé OS CEA/DIF référencé B25-02721-MHM, dont le mot de passe sera transmis par téléphone au bureau de l'OS CEA) : - soit, une attestation d'habilitation DGA en cours de validité, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation, - soit, un dossier complet de demande d'habilitation de la Personne Morale (prendre attache immédiatement auprès de l'Officier de Sécurité du centre CEA/DIF Tél : 01 69 26 40 00 –CEA/DIF – Domaine du Grand Rué Bruyères le Châtel, 91297 ARPAGON Cedex en lui précisant la référence du dossier suivante N ° B25-02721-MHM). Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché. Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent marché et donc à sa candidature.

Conditions de présentation:

Indication obligatoire de la sous-traitance: La part du marché que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter

Présentation par voie électronique: Requise

Adresse de présentation: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variante: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation: 17/11/2025 12:00 +01:00

Conditions du marché:

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions relatives à l'exécution du contrat sont précisées dans les documents de la consultation

Facturation en ligne: Requête

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué: Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit : - un groupement solidaire ; - ou (à défaut) un groupement conjoint avec solidarité du mandataire. Le groupement retenu sera contraint de revêtir cette forme. Il est interdit de cumuler les candidatures, en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements, y compris en tant que mandataire ; en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre.

Montage financier: Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après exécution ou livraison. Conformément à la réglementation applicable, une avance peut être accordée au titulaire dans les conditions définies dans le projet de marché. Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance. Le cas échéant, le soumissionnaire concerné l'indique dans son offre.

Sous-traitance:

Il n'y a pas d'obligation de sous-traitance.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants: 0

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Versailles

Informations relatives aux délais de recours: Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de

marché: COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - DIF

8 Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel: COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - DIF

Numéro d'enregistrement: 775 685 019 00082

Département: ESSONNE

Adresse postale: Domaine du grand Rué Bruyères-le-Châtel

Ville: ARPAJON

Code postal: 91297

Subdivision pays (NUTS): Essonne (FR104)

Pays: France

Point de contact: Marie-Hélène MACHADO

Adresse électronique: marie-helene.machado@cea.fr

Téléphone: +33169264965

Adresse internet: <http://www.cea.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel: Tribunal administratif de Versailles

Numéro d'enregistrement: 17780005900012

Adresse postale: 56 avenue de Saint-Cloud

Ville: VERSAILLES

Code postal: 78000

Subdivision pays (NUTS): Yvelines (FR103)

Pays: France

Point de contact: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES

Adresse électronique: greffe.ta-versailles@juradm.fr

Téléphone: +33 1 39 20 54 00

Adresse internet: <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 1ba93f7d-5092-450f-a8da-a1b9a8da1161 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis: 16/10/2025 07:21 +00:00

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français